



GENRE ET AGRICULTURE, QU'EN DISENT LES PARTIS FRANCOPHONES DANS LEURS PROGRAMMES ?

Élections régionales, fédérales et européennes 2024



OXFAM
België | Belgique

Photo de couverture : Bloc Paysannes et Allié-es à la Marche Mondiale des Femmes du 8 mars 2023 à Bruxelles

© Tineke D'haese/Oxfam

Oxfam België/Belgique Mai 2024

Pour plus d'informations sur les thèmes abordés dans ce document :

info@oxfambelgique.be

Oxfam België/Belgique, Rue des Quatre-Vents 60, 1080 Bruxelles, Belgique.

GENRE ET AGRICULTURE, QU'EN DISENT LES PARTIS FRANCOPHONES DANS LEURS PROGRAMMES ?



■ Mention
 ■ Partiel
 ■ Pas de mention



OXFAM
Belgique

À l'approche des élections régionales, fédérales et européenne du 9 juin 2024, nous avons comparé les recommandations de notre rapport « [Défricher le Genre dans l'Agriculture wallonne](#) » avec les programmes des partis politiques francophones belges.

Le tableau en page 3 reprend les résultats par parti pour chaque recommandation.

DÉCONSTRUIRE LES NORMES DE GENRE

Le **PTB** reconnaît la répartition genrée et stéréotypée des tâches de soin et ménagère et accorde « une grande importance à la sensibilisation et à la prévention des discriminations et violences à l'égard des personnes LGBTI+ ». La nécessité de déconstruire les normes de genres n'est cependant pas mentionnée.

Le **PS** aborde explicitement la question des agricultrices dans son programme et entend « renforcer l'intégration des femmes dans les politiques agricoles. Cela implique de lutter contre les stéréotypes de genre associés au métier, de viser la parité dans les instances décisionnelles des organisations agricoles, de renforcer les aides financières permettant aux femmes de démarrer une activité entrepreneuriale / agricole ou encore d'encourager la création de réseaux de femmes agricultrices ». De plus, le **PS** veut « veiller à ce que les stéréotypes de genre ne soient pas reproduits dans les manuels scolaires », « mettre en place des formations sur la déconstruction des stéréotypes de genre auprès de l'ensemble des acteurs de l'emploi », « généraliser la mixité des cours de sport à l'école ».

Ecolo veut « proposer dès le secondaire des approches visant à lutter et déconstruire les stéréotypes véhiculés par la société, par le biais des cours de sciences humaines », « amplifier le combat contre les stéréotypes de genre et sexistes qui influencent l'orientation vers certaines filières », « rendre le monde entrepreneurial plus inclusif en développant l'accompagnement des femmes, des minorités de genre et des personnes issues de l'immigration », « Renforcer les droits et l'égalité des femmes et des hommes dans le monde agricole en assurant leur place dans les instances et en facilitant leur accès à la propriété », « déconstruire les stéréotypes genrés d'accès aux disciplines scientifiques », « former et sensibiliser les professionnel·les du secteur [encadrant des jeunes] au harcèlement, aux violences de genre, aux discriminations et au racisme ».

Les Engagés mentionnent à de nombreuses reprises l'importance de « déconstruire les stéréotypes de genre », via des formations et de la sensibilisation. Cela touche notamment, les « métiers du numérique », « certains domaines culturels tels que les médias, les arts de la scène et le cinéma ». En milieu scolaire, **les Engagés** entendent « Lutter contre tous les stéréotypes dans les manuels scolaires, les livres de jeunesse et les logiciels éducatifs, les choix d'orientation, la formation des équipes pédagogiques et dans la gestion des cours de récréation ». L'objectif est principalement de soutenir « l'entrepreneuriat féminin » et « concilier vie privée et vie professionnelle » mais également de lutte contre les « violences liées au genre ».

Le **MR** explique que « des phénomènes comme [...] les stéréotypes sexistes (qui poussent inconsciemment les femmes à se tourner vers les métiers des soins plutôt que les filières scientifiques, par exemple) doivent également être contrés pour permettre aux femmes de se réaliser pleinement. ». « Les politiques de l'enseignement (sensibilisation aux métiers scientifiques et techniques, lutte contre les stéréotypes sexistes, formation) [...] font donc partie des leviers pour atteindre l'égalité entre les femmes et les hommes ». Pour le **MR**, « L'entrepreneuriat des femmes

doit être encouragé car il est un levier de croissance certain pour notre pays. ». Nous avons toutefois considéré que la mention de la déconstruction des normes de genre était partielle, pour souligner l'ambivalence du MR, qui, dans son programme, considère que « la différence d'activités hommes/femmes [comme] étant une des raisons principales de la différence d'accès au crédit bancaire », appelle « à l'interdiction de l'usage de l'écriture inclusive », parle de « la femme ».

Défi ne fait pas mention des normes de genre dans ses livrets de campagne.

Enfin, plusieurs partis proposent de rendre l'entrepreneuriat plus inclusif et attrayant pour les femmes. Il n'est toutefois pas précisé si cela englobe les activités agricoles, il serait intéressant d'en discuter avec les partis. De plus, le Genre ne se limite pas aux femmes et il est important d'intégrer les minorités de genre ainsi que les personnes faisant face à d'autres discriminations que celles liées au genre.

COLLECTER DES DONNÉES SOLIDES

Le PTB ne fait pas mention de la nécessité de collecter des données genrées dans son programme.

Le PS propose de « Développer un cadre favorable à la collecte de données genrées, tant qualitatives que quantitatives » pour « encourager l'entrepreneuriat féminin ». De plus, le PS souligne la nécessité d' « Établir un recensement des agricultrices afin d'évaluer les politiques agricoles en matière d'égalité de genre. Un tel dispositif permettra aussi d'identifier et d'accompagner les agricultrices n'ayant pas de statut ».

Ecolo propose d' « Assurer un suivi statistique genré de tous les outils de soutien économique aux entrepreneuses (financement, accompagnement, hébergement) ».

Les Engagés veulent « Disposer de statistiques intégrant la dimension « genre » afin d'avoir une connaissance précise des inégalités entre hommes et femmes » dans le but de « combattre les discriminations sur le marché du travail »

Le MR ne fait pas mention de la nécessité de collecter des données genrées dans son programme.

Défi ne fait pas mention de la nécessité de collecter des données genrées dans ses livrets de campagne.

À nouveau, il n'est pas précisé si l'entrepreneuriat englobe les activités agricoles. De plus, il existe des statistiques spécifiques à l'agriculture qui devraient davantage être ventilées par genre. Il serait donc également intéressant d'en discuter avec les partis. Nous insistons ici aussi sur l'importance d'intégrer les minorités de genre dans les statistiques.

RESPECTER ET APPLIQUER LES DROITS DE LA MAIN-D'ŒUVRE SAISONNIÈRE

Seul Ecolo mentionne sa volonté de « garantir des conditions de travail dignes, un salaire décent et le respect des droits sociaux des travailleurs et travailleuses, notamment saisonnières dans l'agriculture, l'horticulture et toute la chaîne agro-alimentaire ».

Cette préoccupation n'apparaît pas dans les programmes du PTB, du PS, du MR et de Défi.

Les Engagés entendent « Doper l'emploi local saisonnier : réduction des charges (administratives et pécuniaires) sur le travail pour les emplois agricoles saisonniers (sur le modèle de l'Horeca) en lien avec la réduction des produits phytosanitaires et le développement du maraîchage ». Ceci constitue un avantage pour les employeur·euse·s mais cette approche ne permet pas d'améliorer les conditions de travail et les salaires des travailleur·euse·x·s. Nous considérons donc que cette recommandation n'est pas abordée dans le sens où nous l'entendons.

RENFORCER LES INVESTISSEMENTS PUBLICS DANS LES INFRASTRUCTURES EN ZONE RURALE

Dans son programme, le **PTB** mentionne que « nous avons besoin d'investissements publics à grande échelle dans les domaines de l'énergie, du logement, des transports, de la santé et de la technologie ». La situation particulière des zones rurales n'est toutefois pas mentionnée.

En Wallonie, le **PS** entend « Soutenir une stratégie régionale intégrée pour garantir l'égalité d'accès aux services et équipements publics ou collectifs, dans les noyaux urbains, périurbains et ruraux existants (logement, transports, services sociaux et de santé, écoles, crèches, maisons de repos, bureaux de poste, activités sportives et culturelles, services communaux, maisons de quartier et de village, fibre optique et câble, etc.) ».

Ecolo veut renforcer « équilibrer la couverture territoriale des milieux d'accueil, en programmant en priorité les nouvelles places subventionnées dans les communes et les quartiers qui sont les moins bien dotés, en tenant compte également des situations de pauvreté et de monoparentalité ». **Ecolo** entend également « Renforcer les possibilités de mieux combiner vie privée et vie professionnelle, en donnant aux parents qui le souhaitent plus de temps pour s'occuper de leurs enfants, via un renforcement de l'accès aux dispositifs de congés thématiques et de crédit-temps et le développement des services collectifs (crèches, accueil durant le temps libre, etc.) ». La situation particulière des zones rurales n'est toutefois pas explicitement mentionnée.

Les Engagés souhaitent « garantir à chaque personne en zone rurale un accès équitable et fiable aux services fondamentaux. Cela implique non seulement de garantir l'accès à des infrastructures de base telles que les soins de santé, l'éducation et les transports, mais aussi de favoriser l'accès aux technologies de communication et à Internet à haut débit ».

Le **MR** souligne l'importance de garantir l'accès aux services dans les zones rurales. « Le niveau d'équipement et d'accès aux services et équipements publics ou collectifs doit être augmenté et il faut assurer la disponibilité et financer adéquatement les services collectifs dans les zones rurales ». Le **MR** plaide « également pour ne pas laisser les parents qui travaillent sans solution pour les services liés à la petite enfance, les crèches et les accueils extrascolaires, notamment pendant les périodes de congés scolaires ». Il serait intéressant de clarifier avec le parti si les personnes ayant la charge effective du soin et des tâches domestiques au sein des fermes sont considérées comme des « parents qui travaillent ».

Défi ne fait pas mention de la nécessité de renforcer les investissements publics dans les infrastructures en zone rurale dans ses livrets de campagne.

Dans la plupart des programmes l'inégale répartition des tâches entre les genres est mentionnée mais n'est pas mise en lien avec la nécessité de développer des services de soin aux personnes en milieu rural.

GARANTIR AUX AGRICULTRICES DES STATUTS ATTRACTIFS QUI DONNENT DROIT À UNE PROTECTION SOCIALE JUSTE

Le **PTB** n'aborde pas la question de la protection sociale des agricultrice-x-s dans son programme.

Le **PS** propose de « Sensibiliser les agricultrices à la question du statut et à la protection qu'il offre au niveau social et juridique. Par ailleurs, en s'inspirant des initiatives européennes, il serait nécessaire de développer d'autres statuts comme cheffe d'exploitation, salariée, etc., assurant une protection sociale renforcée ».

Ecolo souligne que « L'accès à un statut attractif pour les agricultrices doit être garanti et doit leur assurer une protection sociale juste ». De manière plus générale, **Ecolo** explique qu'un « système de pension basé uniquement sur la carrière perpétue les inégalités encore trop souvent vécues sur le plan professionnel entre les femmes et les hommes ».

« Pour que les agricultrices puissent poursuivre leurs activités dans de bonnes conditions », **les Engagés** veulent, notamment, « Veiller à adapter les législations sur le statut du conjoint aidant pour garantir aux partenaires qui travaillent avec leur conjoint/cohabitant légal sur les exploitations agricoles de bénéficier de l'intégralité des droits sociaux ».

Le **MR** n'aborde pas la question de la protection sociale des agricultrice-x-s dans son programme.

Défi n'aborde pas la question de la protection sociale des agricultrice-x-s dans ses livrets de campagne.

ASSURER UNE RÉELLE INTÉGRATION DU GENRE DANS LE PLAN STRATÉGIQUE WALLON

Aucun parti ne mentionne la nécessité de mieux intégrer le Genre dans le plan stratégique wallon pour la Politique Agricole Commune (PAC). Les propositions abordées ailleurs dans les programmes devraient être appliquées dans le monitoring de la PAC actuelle et dans l'élaboration de la prochaine PAC et de sa traduction au niveau wallon.

PRENDRE EN COMPTE LES IMPACTS DE LA BELGIQUE SUR LES AGRICULTRICES DU SUD GLOBAL

Le **PTB** ne mentionne pas les impacts des politiques belges sur les agricultrices du Sud global dans son programme.

Le **PS** propose d' « Interdire en Europe la production et l'exportation de pesticides ou autres produits associés à la production agricole dont l'usage est proscrit en Europe ». Ceci s'inscrit dans la volonté du **PS** d' « accélérer la transition vers un modèle agroécologique qui nourrit les citoyens ». Le genre n'est pas mentionné explicitement mais l'importation de pesticides interdits a été identifiée comme impactant fortement les femmes cisgenres en contact avec ces produits.

Pour **Ecolo**, « Les accords commerciaux doivent s'inscrire dans une perspective de respect et de bonne mise en œuvre des traités environnementaux et climatiques (Montréal, Paris) et des conventions pertinentes de l'Organisation Internationale du Travail (OIT), y compris celles ayant trait à l'égalité entre les genres et aux services d'inspection du travail et pour appliquer le (nouveau) principe fondamental de droit à un environnement sain au travail ». De plus, **Ecolo** a pour objectif de « Mettre les droits humains au cœur de la politique internationale et faire de la Belgique une référence sur les enjeux sociaux et écologiques ainsi que sur la défense des droits

des femmes et des minorités de genre » et de « Consacrer au moins 15% du budget de la Coopération au développement à la réalisation du droit à l'alimentation, par l'appui aux organisations paysannes et de femmes rurales, ainsi qu'aux politiques publiques renforçant la souveraineté alimentaire des pays partenaires. ».

Les Engagés explique que nous avons « des responsabilités vis-à-vis des pays partenaires du Sud qui sont confrontés à des risques climatiques aux conséquences plus dramatiques encore pour leur population » et qu'il faut « veiller à ce que nos échanges commerciaux agricoles n'affaiblissent pas les capacités de productions vivrières des pays en voie de développement ». Toutefois, le programme ne fait pas explicitement mention des enjeux liés au Genre. **Les Engagés** veulent également établir des relations « économiques et industrielles entre certains pays de l'UE et certains pays d'Amérique du Nord, d'Amérique centrale et d'Amérique du Sud » sans aucune garantie que les droits des agricultrices soient pris en compte lors de ces échanges.

Le **MR** ne mentionne pas les impacts des politiques belges sur les agricultrices du Sud global dans son programme.

Défi ne mentionne pas les impacts des politiques belges sur les agricultrices du Sud global dans ses livrets de campagne.

SOUTENIR LA TRANSITION AGROÉCOLOGIQUE

Dans son programme, le **PTB** encourage « l'agroécologie pour réduire la dépendance vis-à-vis des semences, engrais, pesticides des grands monopoles. Nous interdisons toute publicité et vente combinée de ces produits ». De plus, le **PTB** propose de « [mettre] sur pied une banque publique d'investissement pour libérer les agriculteurs de l'emprise des banques privées. Cette banque publique facilite[rait] les investissements dans la transition vers l'agriculture agroécologique, en aidant notamment les jeunes agriculteurs à lancer ou reprendre une exploitation ».

Le **PS** souligne que les « actifs » agricoles, hommes et femmes, doivent avoir « les outils nécessaires pour accélérer la transition vers un modèle agroécologique qui nourrit les citoyens. Ce modèle doit permettre l'accès aux terres agricoles aux jeunes et doit réduire les inégalités, notamment celles liées au genre ». Pour cela, le **PS** propose, notamment, d' « Amplifier les connaissances et développer une expertise wallonne dans la transition vers un modèle agroécologique ».

Ecolo a pour objectif d' « Accélérer la transition agroécologique en renforçant le soutien au monde agricole qui s'y engage, via une PAC verte renforcée et une restauration du maillage écologique qui assure la fonctionnalité de l'écosystème agricole ».

Les Engagés veulent « Favoriser les pratiques culturelles de préservation des sols et celles permettant d'augmenter les teneurs en matière organique (agroécologie, agriculture de conservation impliquant le non-labour, semis sous couvert...) ». L'agroécologie est ici vue comme un ensemble de pratiques et ses dimensions sociales et politiques ne sont pas prises en compte. Il serait donc intéressant de discuter avec **les Engagés** afin de connaître leur positionnement exact par rapport à la transition agroécologique.

Le **MR** mentionne l'agroécologie sans la soutenir explicitement. Selon le **MR**, « Tous les modèles agricoles – conventionnel, biologique, de conservation, agroécologique, etc. – doivent évoluer vers plus de durabilité ». Le **MR** soutient « les initiatives comme l'agroforesterie, l'agroécologie ou

encore l'agriculture régénérative à condition qu'elles visent à s'inscrire dans les objectifs que la société attend d'elles : une nourriture variée, abordable, saine et en quantité suffisante » et pense « que les modèles alternatifs d'agriculture ont toute leur place dans l'éventail, de solutions qui s'offrent aux producteurs à condition qu'ils ne créent pas une concurrence ».

Défi ne fait pas mention de la transition agroécologique dans ses livrets de campagne.

APPLIQUER LA BUDGÉTISATION SENSIBLE AU GENRE ET LE GENDER MAINSTREAMING

Le **PTB** ne mentionne ni la budgétisation sensible au genre ni le gender mainstreaming dans son programme.

Le **PS** « souhaite que l'approche genrée intégrée (gender mainstreaming) soit développée dans l'élaboration de toutes les politiques et à tous les niveaux de pouvoir ». Cela signifie que « les pouvoirs publics doivent vérifier et analyser l'impact sur l'égalité des femmes et des hommes de toutes les mesures qu'ils sont amenés à prendre, et rendre publics les résultats de ces analyses. Les pouvoirs locaux doivent être soutenus par les autorités de tutelle dans la mise en place de cette approche ».

« Afin de supprimer les inégalités structurelles historiques entre les femmes et les hommes », **Ecolo** propose « de systématiser l'élaboration de budgets genrés (Gender Budgeting) dans les politiques menées à tous les niveaux de pouvoir » et de « faire évoluer la loi de 2007 sur le gender-mainstreaming et les budgets genrés dans toutes les politiques ».

Les Engagés veulent « Rendre obligatoires les plans de gender mainstreaming dans la fonction publique et dans toutes les entreprises de plus de 50 travailleurs » pour « combattre les discriminations sur le marché du travail » et « Développer une analyse genrée à chaque niveau de pouvoir pour chaque texte législatif ou réglementaire » pour améliorer « la représentation des femmes en politique ». Il serait nécessaire de discuter avec **les Engagés** afin de savoir si leur volonté est que le gender mainstreaming s'applique également aux politiques agricoles et que les analyses genrées soient suivies par l'adaptation des mesures étudiées.

Le **MR** ne mentionne ni la budgétisation sensible au genre ni le gender mainstreaming dans son programme.

Défi ne mentionne ni la budgétisation sensible au genre ni le gender mainstreaming dans ses livrets de campagne.

POINT SPÉCIFIQUE SUR LES AGRICULTRICES

Finalement, nous observons que plusieurs partis ont accordé un passage de leur programme aux enjeux spécifiques au genre en agriculture.

C'est le cas du PS¹ :

Afin de favoriser la présence des agricultrices et lutter contre les inégalités du genre, le PS propose de :

- **Renforcer l'intégration des femmes dans les politiques agricoles.** Cela implique de lutter contre les stéréotypes de genre associés au métier, de viser la parité dans les instances décisionnelles des organisations agricoles, de renforcer les aides financières permettant aux femmes de démarrer une activité entrepreneuriale / agricole ou encore d'encourager la création de réseaux de femmes agricultrices ;
- **Sensibiliser les agricultrices à la question du statut et à la protection qu'il offre au niveau social et juridique.** Par ailleurs, en s'inspirant des initiatives européennes, il serait nécessaire de développer d'autres statuts comme cheffe d'exploitation, salariée, etc., assurant une protection sociale renforcée ;
- **Établir un recensement des agricultrices afin d'évaluer les politiques agricoles en matière d'égalité de genre.** Un tel dispositif permettra aussi d'identifier et d'accompagner les agricultrices n'ayant pas de statut.

D'Ecolo² :

5.15. Renforcer les droits et l'égalité des femmes et des hommes dans le monde agricole en assurant leur place dans les instances et en facilitant leur accès à la propriété.

L'égalité entre les femmes et les hommes dans le monde agricole et alimentaire, comme ailleurs, doit devenir une réalité. De manière générale, nous voulons garantir des conditions de travail dignes, un salaire décent et le respect des droits sociaux des travailleurs et travailleuses, notamment saisonnières dans l'agriculture, l'horticulture et

ECOLO : Choisir l'avenir

56

Programme 2024

toute la chaîne agro-alimentaire. Nous voulons assurer aux agricultrices une juste valorisation, la reconnaissance et la place qui doit leur revenir dans les instances. C'est essentiel en soi mais aussi pour encourager d'autres femmes à réaliser des activités agricoles. L'accès à un statut attractif pour les agricultrices doit être garanti et doit leur assurer une protection sociale juste. L'accès à la propriété et aux investissements doivent être facilités pour davantage sécuriser la position des femmes dans le monde agricole.

¹ https://assets.nationbuilder.com/psbe/pages/2953/attachments/original/1709026101/Programme_PS_2024.pdf?1709026101

² <https://ecolo.be/wp-content/uploads/2024/03/2024-Programme-consolide-final.pdf>

Et des Engagés³ :

Pour que les agricultrices puissent poursuivre leurs activités dans de bonnes conditions, nous voulons :

- **Reconnaitre et valoriser l'apport des agricultrices au sein des exploitations agricoles**, en soutenant les associations et réseaux de soutien pour les femmes agricultrices qui permettent de favoriser les échanges de connaissance ;
- **Valoriser la participation active des agricultrices dans le processus de diversification** des exploitations agricoles et de création de circuits de vente directe, en valorisant et facilitant l'accès aux formations axées sur la diversification agricole ;
- **Veiller à adapter les législations sur le statut du conjoint aidant** pour garantir aux partenaires qui travaillent avec leur conjoint/cohabitant légal sur les exploitations agricoles de bénéficier de l'intégralité des droits sociaux ;
- **Renforcer les actions pour faciliter l'accès au métier** et la reprise des exploitations par de jeunes agricultrices ;

³ https://www.lesengages.be/wp-content/uploads/2024/02/lesengages_programme2024_complet_2_v2.pdf

MÉTHODOLOGIE

Cette analyse a été effectuée sur base des programmes des partis pour les élections de 2024 disponibles au 14/03/2024.

En Belgique, les partis ont tendance à aborder tous les principaux thèmes de campagne dans leurs programmes, pas seulement leurs thèmes de prédilection⁴. L'analyse des programmes électoraux permet donc d'avoir une idée assez fiable des positions des partis. En analysant la présence ou l'absence (partielle ou complète) de certains sujets, il est possible de juger de l'intérêt des partis pour l'une ou l'autre thématique. Lorsque nos recommandations ne sont pas abordées dans le programme d'un parti, cela ne signifie toutefois pas d'emblée que ce parti est contre.

Cette analyse est donc indicative et peut servir de base à la réflexion et à la discussion avec les différents partis.

De plus, il peut exister un biais étant donné que ce tableau se base sur l'analyse des programmes électoraux par une seule personne. La frontière entre Mention et Partiel n'est pas toujours facile à déterminer bien que les scores aient été comparés dans la mesure du possible afin de garantir une certaine homogénéité.

Enfin, tous les programmes des partis ne sont pas organisés de la même manière (un seul document pdf pour le PS, Ecolo, les Engagés et le MR ; plusieurs documents pdf pour Défi et plusieurs pages web pour le PTB). Le nombre de pages varie également (respectivement 1220, 338, 355 et 311 pages pour le PS, Ecolo, les Engagés et le MR ; 5 livrets de 28 à 100 pages pour Défi ; 55 points et 4 priorités renvoyant vers des pages web dédiées pour le PTB).

⁴https://dial.uclouvain.be/downloader/downloader.php%3Fpid%3Dboreal:156985%26datastream%3DPDF_01&ved=2ahUKewiC8s3dmPSFAxVoTKQEHYrHCYAQFnoECA4QAQ&usq=AOvVaw2bWizF4HmYWtYdXPK1h2u4